



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Parcoursup

Question au Gouvernement n° 1949

Texte de la question

PARCOURSUP

M. le président. La parole est à M. Frédéric Reiss, que je vous demande d'écouter dans le silence, mes chers collègues. (*« Ce sera une vraie question ! » sur les bancs du groupe LR.*)

M. Frédéric Reiss. Ma question, à laquelle j'associe mes collègues Patrick Hetzel et Maxime Minot, concerne les « bugs » de Parcoursup et s'adresse à M. le Premier ministre.

Les lycéens de terminale préparent activement les épreuves du baccalauréat et, dans le même temps, attendent les réponses à leurs vœux d'intégration dans l'enseignement supérieur. Pour près de 900 000 jeunes, c'est une période déterminante pour leur avenir – un moment d'angoisse d'abord, de soulagement, ensuite, quand leurs vœux sont exaucés. Ces derniers jours, nombre d'entre eux – on parle d'une dizaine de milliers – ont subi une douche froide en apprenant que c'est à tort qu'ils avaient obtenu une réponse favorable sur la plateforme Parcoursup. On peut imaginer le désarroi de ces futurs étudiants et de leurs familles de se retrouver sur liste d'attente ou de se voir refuser une formation dans laquelle ils croyaient être acceptés vingt-quatre ou quarante-huit heures auparavant. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR. – Mme Pau-Langevin applaudit également.*) Le Gouvernement a pourtant vanté les améliorations de Parcoursup – « un processus plus humain », selon le mot du ministre de l'éducation nationale, M. Blanquer.

M. Éric Straumann. Il est où, d'ailleurs, Blanquer ?

M. Frédéric Reiss. Aujourd'hui, on se rend compte des résultats déplorables auxquels conduisent des algorithmes approximatifs et le raccourcissement du calendrier.

M. Maxime Minot. Eh oui !

M. Frédéric Reiss. Plus de 400 formations sont concernées, ce qui donne l'impression que le nouveau Parcoursup, c'est l'ancien en pire.

M. Patrick Hetzel. Absolument !

M. Frédéric Reiss. Je crains fort que les deux professeurs principaux de terminale prévus par la réforme du baccalauréat ne soient pas suffisants pour améliorer l'orientation des futurs étudiants.

M. Vincent Descoeur. Exact !

M. Frédéric Reiss. Monsieur le Premier ministre, les ministres de l'éducation nationale et de l'enseignement

supérieur, de la recherche et de l'innovation vont-ils se coordonner et redresser la barre du bateau Parcoursup qui, manifestement, part à la dérive ? C'est l'avenir de nos lycéens qui est en jeu. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR. – Mme Caroline Fiat applaudit également.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

M. Maxime Minot. ...et des couacs!

Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation. Monsieur Reiss, vous faites allusion à ce qui s'est produit dans la nuit de mercredi à jeudi dernier.

M. Gilles Lurton. C'est très grave !

M. Maxime Minot. C'est une honte !

Mme Frédérique Vidal, ministre. Il s'agissait de la première affectation des candidats sur la plateforme Parcoursup. Dès le matin, les équipes de surveillance de la plateforme se sont rendu compte qu'un certain nombre d'anomalies s'étaient produites. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Maxime Minot. C'était trop tard !

Mme Frédérique Vidal, ministre. Vous l'avez rappelé : les responsables de 400 formations sur 14 500 se sont trompés lorsqu'ils ont renseigné leurs capacités d'appel. Ces erreurs matérielles se sont traduites par des réponses erronées pour ces candidats. Ma responsabilité était de préserver les 900 000 candidats de la plateforme et de faire en sorte que ces erreurs soient immédiatement corrigées.

M. Patrick Hetzel. Votre responsabilité était de faire en sorte que cela n'arrive jamais !

Mme Frédérique Vidal, ministre. C'est pourquoi, avec l'ensemble des équipes – celles agissant sur le terrain mais aussi le service national chargé du fonctionnement de Parcoursup –, nous avons corrigé l'ensemble des erreurs. Le système a pu continuer à fonctionner dès le vendredi.

Aujourd'hui, plus de 72 % des lycéens ont reçu des propositions et, comme vous l'avez mentionné, sont soulagés, à près d'un mois des épreuves du baccalauréat, car ils connaissent les formations dans lesquelles ils ont d'ores et déjà été acceptés. (« *Et les autres ?* » sur les bancs du groupe LR.) C'est bien parce qu'il y a plus d'humain dans la procédure que les équipes pédagogiques sur le terrain ont pu contacter l'ensemble des candidats affectés et que le système a pu retrouver son fonctionnement normal à peine quelques heures après que ces erreurs humaines ont été identifiées. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM et sur quelques bancs du groupe MODEM.*)

Données clés

Auteur : [M. Frédéric Reiss](#)

Circonscription : Bas-Rhin (8^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1949

Rubrique : Enseignement supérieur

Ministère interrogé : Enseignement supérieur, recherche et innovation

Ministère attributaire : Enseignement supérieur, recherche et innovation

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [22 mai 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [22 mai 2019](#)